Loi de 2016 sur les petites créances

Chapitre S-50.12 des *Lois de la Saskatchewan de 2016* (entrée en vigueur à partir du 1er janvier 2018) tel que modifié par les *Lois de la Saskatchewan*, 2019, ch.P-27.01; 2021, ch.7; et 2023, ch.28.

NOTE:

This consolidation is not official and is subject to House amendments and Law Clerk and Parliamentary Counsel changes to Separate Chapters that may be incorporated up until the publication of the annual bound volume. Amendments have been incorporated for convenience of reference and the official Statutes and Regulations should be consulted for all purposes of interpretation and application of the law. In order to preserve the integrity of the official Statutes and Regulations, errors that may have appeared are reproduced in this consolidation.

Table Des Matières

PARTIE I		34	Comparution volontaire
Dispositions liminaires		35	Outrage au tribunal
1	Titre abrégé	36	Dépens
2	Définitions	37	Demande reconventionnelle
3	Champ d'application	PARTIE IV	
4	Limite pécuniaire	Décision concernant la demande en justice	
5	Choix de procédure	38	Certificat de jugement
PARTIE II		39	Pouvoirs du juge en matière de jugements
Introduction d'une demande en justice		40	Enregistrement du jugement
6	Demande d'assignation	41	Exécution forcée du jugement
7	Émission de l'assignation	42	Annulation du jugement
8	Signification de l'assignation	43	Prétention élevée à l'encontre d'un représentant personnel
9	Réponse du défendeur	PARTIE V	
10	Mises en cause	Appels	
PARTIE III		44	Appel à la Cour du Banc du Roi
Procédure applicable aux demandes en justice		45	Forme de l'appel
11	Première comparution	46	Éléments du dossier importés du greffe
12	Conférence de gestion d'instance	47	Élimination des pièces
13	Changement de lieu	48	Décisions d'appel
14	Renvoi depuis la Cour du Banc du Roi	49	Dépens afférents à l'appel
15	Renvoi à la Cour du Banc du Roi	50	Inscription comme jugement de la Cour du Banc du Roi
16	Droits à payer	51	Appel à la Cour d'appel
17	Dispense des droits	PARTIE VI	
18	Signification de documents	Dispositions générales	
19	Preuve de signification	52	Vice de forme
20	Date de la signification par la poste	53	Pouvoirs des greffiers
21	Autre mode de signification	54	Immunité
22	Signification réputée	55	Assignation émise par un autre juge
23	Assignations de témoin	56	Règlements
24	Publicité des procès	PARTIE VII	
25	Procès et décision	Abrogation et disposition transitoire	
26	Décision basée sur les écrits	57	Abrogation du ch. S-50.11 des L.S. 1997
27	Désistement	58	Disposition transitoire
28	Défaut de comparaître	PARTIE VIII	
29	Preuve orale	Modification corrélative	
30	Preuve par communication téléphonique ou audiovisuelle	59	Nouvel article 40 du ch. Q-1.01 des L.S. 1998
31	Interrogatoire par le juge	PARTIE IX	
32	Admissibilité en preuve	Entrée en vigueur	
33	Représentation par avocat ou mandataire	60	Entrée en vigueur

CHAPITRE S-50.12

Loi concernant les petites créances et apportant une modification corrélative à une autre loi

PARTIE I Dispositions liminaires

Titre abrégé

1 *Loi de 2016 sur les petites créances.*

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« **assignation** » Celle émise ou à émettre en application de la présente loi. (“*summons*”)

« **auteur de mise en cause** » Personne qui présente une demande d'avis de mise en cause en vertu du paragraphe 10(2), s'agissant soit d'un demandeur qui a reçu signification d'un avis de demande reconventionnelle, soit d'un défendeur. (“*third party claimant*”)

« **avis de demande reconventionnelle** » Demande reconventionnelle qui est intégrée à une réponse déposée par un défendeur conformément à l'article 9. (“*notice of counterclaim*”)

« **défendeur** » Destinataire d'une assignation émise sous le régime de la présente loi. (“*defendant*”)

« **demande reconventionnelle** » S'entend également d'une demande en compensation. (“*counterclaim*”)

« **demandeur** » Personne qui, étant titulaire d'un droit d'action auquel s'applique la présente loi, demande l'émission d'une assignation en vertu du paragraphe 6(1). (“*plaintiff*”)

« **greffier** » Greffier de la Cour provinciale de la Saskatchewan nommé en vertu de la *Loi de 2012 sur les fonctionnaires de justice*. (“*clerk*”)

« **juge** » Sauf indication contraire du contexte, s'entend, selon le cas :

- a) d'un juge nommé en vertu de la loi intitulée *The Provincial Court Act, 1998*, à l'exclusion d'un juge de la Cour du Banc du Roi faisant fonction de juge du tribunal en vertu de sa charge;
- b) d'un juge de paix nommé en vertu de la *Loi de 1988 sur les juges de paix*. (“*judge*”)

« **limite pécuniaire** » Le montant réglementaire fixé pour l'application du paragraphe 4(1). (“*monetary limit*”)

« **mis en cause** » Destinataire d'un avis de mise en cause. (“*third party*”)

« **réglementaire** » Prescrit par règlement. (“*prescribed*”)

« **réponse** » Celle déposée par un défendeur ou un mis en cause conformément à la présente loi. (“*reply*”)

« **tribunal** » La Cour provinciale de la Saskatchewan maintenue en vertu de la loi intitulée *The Provincial Court Act, 1998*. (“*court*”)

2016, cS-50.12, art.2; 2023, ch 28, art.17-13.

Champ d'application

3(1) Sous réserve de l'article 4, la présente loi s'applique aux demandes en justice et aux demandes reconventionnelles qui suivent, même lorsque la Couronne est partie à l'action :

- a) le recouvrement d'une créance ou de dommages-intérêts;
- b) le recouvrement de biens personnels, y compris les biens personnels qui ont été payés ou transférés à une partie :
 - (i) soit indûment,
 - (ii) soit erronément;
- c) une compensation pour des marchandises ou des services transférés ou fournis à une partie :
 - (i) soit indûment,
 - (ii) soit erronément;
- d) l'exécution en nature ou la rescision d'une entente relative à des biens personnels ou à des services;
- e) un recours en cas de réclamations antagoniques visant des biens personnels.

(2) La présente loi ne s'applique pas aux poursuites pour libelle, diffamation verbale, arrestation ou poursuite malveillantes ou séquestration.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5) et de l'article 4, mais par dérogation à l'alinéa 2(1)o de la loi intitulée *The Saskatchewan Insurance Act*, les actions par ou contre un assureur peuvent être intentées sous le régime de la présente loi dans chaque cas où il y a désaccord entre l'assuré et l'assureur.

(4) Si un contrat d'assurance ou la loi intitulée *The Saskatchewan Insurance Act* exige que tout recouvrement soit précédé d'une estimation, l'étape de l'estimation y prévue, y compris, le cas échéant, le recours à un arbitre, doit être franchie avant qu'une action ne puisse être intentée.

(5) Si un contrat d'assurance ou la loi intitulée *The Saskatchewan Insurance Act* permet le recours à une estimation mais sans l'exiger, une action peut être intentée, que l'étape de l'estimation y prévue ait été franchie ou non.

(6) Pour l'application du paragraphe (4), les mots « **exige que tout recouvrement soit précédé d'une estimation** » visent notamment le cas où le contrat d'assurance ou la loi intitulée *The Saskatchewan Insurance Act* accorde à l'assuré ou à l'assureur le droit d'exiger une estimation et que l'un ou l'autre a exercé ce droit.

(7) Sous réserve de l'article 4, mais par dérogation à l'article 61 de la loi intitulée *The Automobile Accident Insurance Act*, une action en recouvrement d'indemnités ou de sommes assurées peut être intentée sous le régime de la présente loi.

2016, cS-50.12, art.3.

Limite pécuniaire

4(1) La somme maximale qui peut être réclamée ou la valeur maximale des biens personnels ou des services objets d'une réparation sous le régime de la présente loi est la limite pécuniaire réglementaire.

(2) Pour déterminer si une demande ou une demande reconventionnelle est conforme à la limite pécuniaire, il n'est pas tenu compte des intérêts ou des dépens.

(3) Il est interdit de diviser des demandes ou des demandes reconventionnelles qui, autrement, dépasseraient la limite pécuniaire.

(4) Si la demande ou la demande reconventionnelle dépasse la limite pécuniaire, son auteur peut renoncer à l'excédent.

2016, cS-50.12, art.4.

Choix de procédure

5 Toute autre procédure légale peut être employée à la place de la procédure prévue par la présente loi.

2016, cS-50.12, art.5.

PARTIE II

Introduction d'une demande en justice

Demande d'assignation

6(1) Toute personne qui désire faire valoir une prétention qui tombe sous le coup de la présente loi en procédant sous le régime de la présente loi peut s'adresser à un greffier pour obtenir l'émission d'une assignation.

(2) La personne qui s'adresse au greffier :

- a) lui fournit les précisions nécessaires au sujet de sa demande en justice;
- b) soumet à son examen tous les documents se trouvant en sa possession au sujet de sa demande en justice.

(3) Le demandeur ou son avocat signe la déclaration écrite.

(4) Le greffier remet la déclaration écrite à un juge.

2016, cS-50.12, art.6.

Émission de l'assignation

7(1) Constatant que la prétention du demandeur peut être valable, le juge émet une assignation, laquelle :

- a) s'adresse à la personne que vise la demande en justice;
 - b) indique :
 - (i) les date et heure de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès, selon le cas,
 - (ii) le siège du tribunal qui lui semble approprié.
- (2) Pour déterminer quel siège du tribunal est approprié, le juge tient compte des facteurs suivants :
- a) toute entente entre les parties quant au lieu;
 - b) l'endroit où la cause d'action a pris naissance;
 - c) le lieu de résidence du défendeur;
 - d) le lieu de résidence du demandeur.

(3) Le juge peut refuser d'émettre une assignation s'il est d'avis qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'une ou de plusieurs des parties d'ester sous le régime de la présente loi.

(4) Le juge peut refuser d'émettre une assignation s'il est d'avis que l'un des cas suivants s'applique :

- a) la demande en justice n'a pas de fondement raisonnable;
- b) aucune question justiciable n'est apparente;
- c) la demande en justice est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

(5) Le refus du juge d'émettre une assignation n'empêche pas le demandeur d'ester devant la Cour du Banc du Roi ou de toute autre façon autorisée par la loi.

2016, cS-50.12, art.7; 2023, ch 28, art.17-13.

Signification de l'assignation

8(1) Le demandeur signifie une copie de l'assignation au défendeur au moins 30 jours avant la date de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès indiquée dans l'assignation.

(2) Si l'assignation n'est pas signifiée dans le délai mentionné au paragraphe (1), le juge peut fixer une nouvelle date pour la première comparution, la conférence de gestion d'instance ou le procès.

(3) Si une nouvelle date est fixée pour la première comparution, la conférence de gestion d'instance ou le procès en vertu du paragraphe (2), l'assignation est modifiée en fonction de la nouvelle date.

2016, cS-50.12, art.8.

Réponse du défendeur

9(1) Le défendeur qui a reçu signification d'une assignation doit, au moins 10 jours avant la date de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès indiquée dans l'assignation :

- a) déposer une réponse auprès du greffier;
- b) signifier une copie de la réponse aux autres parties à l'action.

(2) Dans sa réponse, le défendeur peut :

- a) reconnaître la validité de tout ou partie des prétentions du demandeur;
- b) contester tout ou partie des prétentions du demandeur en énumérant les motifs de sa contestation;
- c) présenter une demande reconventionnelle;
- d) fournir tout autre renseignement réglementaire.

(3) Si un défendeur fait valoir une défense ou une demande reconventionnelle oralement, le juge, s'il estime que le demandeur est pris à l'improviste, peut à la fois :

- a) ajourner la première comparution, la conférence de gestion d'instance ou le procès, selon le cas;
- b) ordonner au défendeur de déposer une réponse auprès du tribunal dans un délai déterminé.

2016, cS-50.12, art.9.

Mises en cause

10(1) Le défendeur ou le défendeur reconventionnel qui croit pouvoir obtenir tout ou partie d'un jugement auprès d'un tiers peut former une mise en cause contre ce tiers.

(2) L'auteur de la mise en cause adresse sa demande d'avis de mise en cause au greffier rattaché au siège du tribunal indiqué dans l'assignation.

(3) Le greffier remet à un juge le texte de la mise en cause une fois signé par l'auteur de la mise en cause ou son avocat.

(4) Constatant que la mise en cause peut être valable, le juge émet un avis de mise en cause.

(5) Le juge peut refuser d'émettre un avis de mise en cause, s'il est d'avis que l'un des cas suivants s'applique :

- a) la mise en cause n'a pas de fondement raisonnable;
- b) aucune question justiciable n'est apparente;
- c) la mise en cause est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

(6) L'auteur de la mise en cause signifie au mis en cause et aux autres parties à l'action copie de l'avis de mise en cause 30 jours au moins avant la date de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès indiquée dans l'avis de mise en cause.

(7) Le mis en cause signifie et dépose une réponse, suivant les prescriptions de l'article 9, à l'avis de mise en cause.

2016, cS-50.12, art.10.

PART III
Procedure on Claims

PARTIE III
Procédure applicable aux demandes en justice

Première comparution

11(1) Le juge peut fixer une date de première comparution dans une assignation ou un avis de mise en cause enjoignant aux parties à l'action de comparaître devant un juge avant la tenue de la conférence de gestion d'instance ou du procès, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il estime que la première comparution serait utile pour une ou plusieurs des parties à l'action;
 - b) la première comparution ne causera aucune difficulté déraisonnable à une partie à l'action.
- (2) À une première comparution, le juge peut :
- a) rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée à l'endroit d'une partie qui omet de s'y présenter;
 - b) rendre jugement sans entendre la preuve, en l'absence, selon le cas :
 - (i) du demandeur,
 - (ii) de toute autre partie qui omet de s'y présenter, si les conditions suivantes sont réunies :
 - (A) une preuve de la signification de l'assignation ou de l'avis de mise en cause, selon le cas, à cette partie a été déposée auprès du tribunal,
 - (B) le défendeur ou le mis en cause, selon le cas, n'a pas déposé de réponse conforme à l'article 9;
 - c) rendre toute ordonnance qu'un juge peut rendre à une conférence de gestion d'instance en vertu de l'article 12.

2016, cS-50.12, art.11.

Conférence de gestion d'instance

12(1) Sous réserve des paragraphes (2) et 14(4), une conférence de gestion d'instance doit être tenue, avant la fixation de la date du procès, aux date, heure et lieu :

- a) soit indiqués dans l'assignation ou l'avis de mise en cause;
- b) soit fixés par le juge à la première comparution.

- (2) S'il estime que la tenue d'une conférence de gestion d'instance ne serait pas utile, le juge peut :
- a) soit émettre une assignation ou un avis de mise en cause fixant la date du procès;
 - b) soit fixer la date du procès à la première comparution.
- (3) Toutes les parties à l'action :
- a) doivent assister à la conférence de gestion d'instance et être investies du pouvoir de régler à l'amiable;
 - b) peuvent être accompagnées d'un avocat ou d'un mandataire.
- (4) Chaque partie à l'action doit apporter à la conférence de gestion d'instance tous les documents pertinents.
- (5) Dans la conférence de gestion d'instance, le juge peut tenter de régler toute question en litige.
- (6) Si les tentatives de règlement visées au paragraphe (5) n'ont pas résolu le litige, le juge peut, dans la conférence de gestion d'instance :
- a) trancher toute question qui ne nécessite pas la présentation de preuves;
 - b) rendre toute autre ordonnance appropriée qui convient aux parties;
 - c) fixer, au besoin, la date et le lieu du procès;
 - d) traiter des preuves qui seront nécessaires et de la procédure qui sera suivie, si la tenue d'un procès s'avère nécessaire;
 - e) ordonner au défendeur ou à un mis en cause de déposer une réponse conforme à l'article 9, si cela n'est pas déjà fait;
 - f) ordonner au défendeur ou à un mis en cause qui a déposé une réponse conforme à l'article 9 :
 - (i) de fournir des renseignements supplémentaires concernant sa réponse,
 - (ii) de modifier sa réponse en fonction des renseignements supplémentaires,
 - (iii) de signifier sa réponse modifiée à toutes les autres parties à l'action;
 - g) ordonner au demandeur ou à l'auteur d'une mise en cause :
 - (i) de fournir des renseignements supplémentaires concernant l'assignation ou l'avis de mise en cause,
 - (ii) de modifier l'assignation ou l'avis de mise en cause en fonction des renseignements supplémentaires,
 - (iii) de signifier l'assignation modifiée ou l'avis de mise en cause modifié à toutes les autres parties à l'action;

- h) ordonner à une partie :
 - (i) soit de fournir à une autre partie des copies de documents dans un délai déterminé,
 - (ii) soit de permettre à une autre partie d'examiner et de reproduire des documents dans un délai déterminé;
 - i) ordonner à une partie de permettre à une personne choisie par une autre partie d'examiner un article ou un bien;
 - j) ajourner au besoin la conférence de gestion d'instance;
 - k) ordonner aux parties de participer à une séance de médiation;
 - l) rendre toute ordonnance propice à une résolution juste, rapide et économique du litige.
- (7) Si une partie omet de se conformer à une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (6), le juge peut à tout moment :
- a) ajourner la conférence de gestion d'instance;
 - b) ordonner que le procès aille de l'avant sans permettre à cette partie de produire en preuve des renseignements, des documents ou des pièces retenus irrégulièrement;
 - c) rejeter la demande en justice, la demande reconventionnelle, la réponse ou la mise en cause, selon le cas.
- (8) Le juge peut :
- a) rendre toute ordonnance appropriée à l'endroit d'une partie qui omet de se présenter à la conférence de gestion d'instance;
 - b) rendre jugement sans entendre la preuve, en l'absence, selon le cas :
 - (i) d'un demandeur,
 - (ii) de toute autre partie qui omet de se présenter à la conférence de gestion d'instance, si a été déposée auprès du tribunal une preuve de la signification de l'assignation ou de l'avis de mise en cause, selon le cas, à cette partie.
- (9) Si un procès s'impose, le juge fait rapport sur la conférence de gestion d'instance.
- (10) S'il y a procès, aucune communication n'est faite au juge du procès au sujet des actes de la conférence de gestion d'instance, mis à part le rapport mentionné au paragraphe (9).
- (11) Sous réserve d'une ordonnance rendue par le juge en vertu du paragraphe (6), sont inadmissibles en preuve dans toute instance civile, administrative ou de réglementation ou dans toute poursuite par procédure sommaire, sauf sur consentement écrit de toutes les parties à une action qui ont participé à la conférence de gestion d'instance :
- a) tout élément de preuve découlant directement de propos tenus au cours de la conférence de gestion d'instance;

- b) tout propos tenu au cours de la conférence de gestion d'instance;
- c) tout aveu ou toute communication formulés oralement ou par écrit au cours de la conférence de gestion d'instance.

2016, cS-50.12, art.12.

Changement de lieu

13(1) Après avoir émis une assignation, le juge peut, dans les cas qui suivent, déplacer le lieu de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès vers un autre siège du tribunal :

- a) toutes les parties à l'action consentent au déplacement;
- b) il est d'avis, sur la foi de renseignements fournis par une des parties, qu'un autre siège du tribunal serait convenable.

(2) Lorsque le juge change le lieu de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès sur la foi de renseignements évoqués au paragraphe (1), le greffier émet une assignation modifiée et la remet à la partie qui a fourni les renseignements.

(3) La partie destinataire de l'assignation modifiée signifie aux autres parties à l'action copie de l'assignation modifiée 10 jours au moins avant la date de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès indiquée dans l'assignation modifiée.

2016, cS-50.12, art.13.

Renvoi depuis la Cour du Banc du Roi

14(1) Une action dont est saisie la Cour du Banc du Roi et à laquelle la présente loi s'applique peut être renvoyée au tribunal par le registraire local, moyennant le dépôt du consentement de toutes les parties auprès de la Cour du Banc du Roi avant le début du procès.

(2) En cas de renvoi d'une action depuis la Cour du Banc du Roi, le registraire local transmet au greffier rattaché au siège du tribunal dont ont convenu les parties tous les documents pertinents se trouvant en la possession de la Cour du Banc du Roi.

(3) Sur réception des documents mentionnés au paragraphe (2), le greffier informe les parties à l'action des date et heure de la première comparution, de la conférence de gestion d'instance ou du procès, selon le cas.

(4) En cas de renvoi d'une action depuis la Cour du Banc du Roi, si, avant le renvoi, les parties n'ont pas participé à une conférence préalable à fin de règlement prévue par la *Loi de 1998 sur la Cour du Banc du Roi*, l'article 12 de la présente loi s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la procédure applicable à la conférence de gestion d'instance.

(5) Toute action renvoyée depuis la Cour du Banc du Roi est réputée avoir été introduite devant le tribunal le jour de son introduction devant la Cour du Banc du Roi.

2016, cS-50.12, art.14; 2023, ch28, art.17-12 et art.17-13.

Renvoi à la Cour du Banc du Roi

15(1) Le juge peut ordonner le renvoi d'une affaire à la Cour du Banc du Roi dans les cas suivants :

- a) toutes les parties consentent au renvoi;
 - b) une demande en justice, une demande reconventionnelle, une défense ou une mise en cause présente un des problèmes suivants :
 - (i) elle touche une question qui ne tombe pas sous le coup de la présente loi,
 - (ii) elle dépasse la limite pécuniaire.
- (2) Si le renvoi est ordonné, le greffier, après paiement des droits réglementaires, transmet au registraire local de la Cour du Banc du Roi :
- a) le dossier des preuves recueillies, sous leur forme originale;
 - b) l'ensemble des documents et des pièces pertinents se trouvant en la possession du tribunal.
- (3) Saisie d'un renvoi, la Cour du Banc du Roi peut, à la demande d'une partie :
- a) donner des directives pourvoyant à la poursuite de l'affaire jusqu'à son aboutissement;
 - b) ordonner que l'affaire soit réintroduite.
- (4) Saisie d'un renvoi, la Cour du Banc du Roi peut, à la demande d'une partie qui avait, avant le renvoi, renoncé à une partie de ses prétentions, de sa demande reconventionnelle, de sa défense ou de sa mise en cause, autoriser le retrait de la renonciation.
- (5) Sous réserve d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (3), toute affaire renvoyée à la Cour du Banc du Roi est réputée avoir été introduite devant cette cour le jour de l'émission de l'assignation.

2016, cS-50.12, art.15; 2023, ch28, art.17-13.

Droits à payer

16(1) Les personnes qui demandent une assignation ou un avis de mise en cause et celles qui se proposent de déposer un document concernant une action à laquelle la présente loi s'applique, y compris un avis de demande reconventionnelle, paient au greffier les droits réglementaires, le cas échéant.

(2) Si les droits réglementaires éventuels ne sont pas payés au greffier, le tribunal peut refuser :

- a) d'émettre une assignation ou un avis de mise en cause;
- b) d'accueillir un document pour dépôt.

2016, cS-50.12, art.16.

Dispense des droits

17 Le paiement des droits payables en application de la présente loi est subordonné à la loi intitulée *The Fee Waiver Act*.

2016, cS-50.12, art.17.

Signification de documents

18(1) Toute assignation émise sous le régime de la présente loi doit être signifiée d'une des façons suivantes :

- a) par signification à personne au destinataire de l'assignation;
 - b) par courrier recommandé adressé au destinataire de l'assignation;
 - c) par un des moyens mentionnés aux paragraphes (4) et (5).
- (2) Une réponse doit être signifiée d'une des façons suivantes :
- a) par courrier ordinaire adressé à chaque destinataire de la réponse;
 - b) par courriel adressé à chaque destinataire de la réponse;
 - c) par un des moyens mentionnés à l'alinéa 3a) et aux paragraphes (4) et (5).
- (3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), tout document dont la présente loi exige la signification peut être signifié d'une des façons suivantes :
- a) d'une manière qui permet à l'auteur de la signification de produire une preuve de sa réception par le destinataire, tels l'envoi par courrier recommandé, par télécopieur ou par messagerie, la signification à personne ou tout autre moyen réglementaire;
 - b) par un des moyens mentionnés aux paragraphes (4) et (5).
- (4) La signification d'un document peut se faire :
- a) à un adulte, en en remettant copie à son destinataire;
 - b) à un mineur, en en remettant copie au mineur, ainsi qu'à un de ses parents, à son tuteur ou à un autre adulte avec qui il réside;
 - c) à une municipalité, en en laissant copie au maire, au préfet, au greffier ou à l'administrateur de la municipalité ou à leur adjoint;
 - d) à une société d'État, en en remettant copie au directeur général de la société :
 - (i) soit par signification à personne,
 - (ii) soit par courrier recommandé;
 - e) à une personne morale autre qu'une société d'État :
 - (i) soit en en remettant copie à un dirigeant, à un administrateur, à un mandataire ou à un liquidateur de la personne morale, ou au commis, au gérant, au mandataire ou à tout autre représentant se trouvant dans tout bureau ou établissement de celle-ci en Saskatchewan, ou ayant la charge de ces lieux,

- (ii) soit en en envoyant copie par courrier recommandé ou en en remettant copie à son siège social ou à tout fondé de pouvoir de la personne morale nommé conformément à l'article 20-17 de la loi intitulée *The Business Corporations Act, 2021*;
- f) au gouvernement de la Saskatchewan, en en remettant copie :
 - (i) soit au procureur général ou au procureur général adjoint,
 - (ii) soit à un avocat désigné par le procureur général pour l'application de l'article 15 de la loi intitulée *The Proceedings against the Crown Act*.
- (5) La signification d'un document à une personne peut se faire en en remettant copie à son avocat, à condition que celui-ci accepte la signification en signant une copie du document et en indiquant qu'il est bien l'avocat de cette personne.
- (6) Un document peut être signifié à l'extérieur de la Saskatchewan s'il s'agit d'une affaire dans laquelle la signification à l'extérieur de la Saskatchewan pourrait se faire sans ordonnance judiciaire si l'action était introduite devant la Cour du Banc du Roi.

2016, cS-50.12, art.18; 2019, ch P-27.01, art.28;
2021, ch 7, art.6; 2023, ch 28, art.17-13.

Preuve de signification

19(1) La signification d'un document se prouve de l'une des façons suivantes :

- a) dans le cas de la signification à personne, par le témoignage oral ou l'affidavit de la personne qui a signifié le document;
- b) dans le cas de la signification par courrier recommandé, par dépôt auprès du tribunal d'une copie de l'accusé de réception du service des postes censé signé par le destinataire ou pour le compte du destinataire;
- c) dans le cas de la signification par service de messagerie, par dépôt auprès du tribunal :
 - (i) soit d'une copie de l'accusé de réception censé signé par le réceptionnaire ou pour le compte du réceptionnaire,
 - (ii) soit, faute d'un accusé de réception signé, d'une copie d'une attestation ou de quelque autre confirmation écrite du service de messagerie indiquant la date de livraison du document et l'adresse du réceptionnaire;
- d) dans le cas de la signification par courrier ordinaire, par le témoignage oral ou l'affidavit de la personne qui a signifié le document;
- e) dans le cas de la signification par courriel, par le dépôt auprès du tribunal d'une copie du courriel indiquant la date de l'envoi et l'adresse de courriel du destinataire;
- f) dans le cas de la signification par télécopieur, par dépôt auprès du tribunal d'une copie de la fiche ou du relevé de transmission produit par le télécopieur indiquant la date de la transmission et validant la transmission;

- g) dans le cas de la signification effectuée par un shérif, un shérif adjoint ou un huissier, par dépôt auprès du tribunal d'une copie du document revêtue du certificat de signification en la forme réglementaire;
 - h) dans le cas de la signification effectuée en vertu du paragraphe 18(5), par dépôt auprès du tribunal d'une copie du document revêtue de la confirmation d'acceptation de la signification par l'avocat.
- (2) Dans le cas de la signification par courrier recommandé, une copie de l'accusé de réception du service des postes censé signé par le destinataire ou pour le compte du destinataire est admissible en preuve et, jusqu'à preuve du contraire, fait foi de la signification sans qu'il soit nécessaire d'authentifier la signature.
- (3) Dans le cas de la signification par service de messagerie, une copie de l'accusé de réception censé signé par le destinataire ou pour le compte du destinataire est admissible en preuve et, jusqu'à preuve du contraire, fait foi de la signification sans qu'il soit nécessaire d'authentifier la signature.

2016, cS-50.12, art.19.

Date de la signification par la poste

- 20(1)** La signification par courrier recommandé est réputée avoir été effectuée à la date de livraison indiquée dans l'accusé de réception du service des postes revêtu de la signature requise.
- (2) La signification par courrier ordinaire est réputée avoir été effectuée le cinquième jour suivant la mise à la poste du document.
- (3) La signification par courriel est réputée avoir été effectuée au moment de l'envoi du document.
- (4) La personne qui est réputée avoir reçu signification conformément aux paragraphes (1), (2) ou (3) peut prouver le contraire et, à cette fin, demander au juge :
- a) un ajournement ou une prorogation de délai;
 - b) l'annulation du jugement en vertu de l'article 42.

2016, cS-50.12, art.20.

Autre mode de signification

- 21(1)** Le juge peut rendre une ordonnance prévoyant un mode différent de ceux qui sont énumérés à l'article 18 pour la signification d'un document, s'il constate que, pour quelque raison que ce soit, ces modes ne sont pas pratiques en l'occurrence.
- (2) Est réputé régulièrement signifié tout document signifié par le mode prévu dans l'ordonnance.

2016, cS-50.12, art.21.

Signification réputée

22(1) Une assignation est réputée signifiée dans le cas où le défendeur prend des mesures quelconques pour participer à l'instance sans avoir reçu signification.

(2) Un avis de mise en cause est réputé signifié dans le cas où le mis en cause prend des mesures quelconques pour participer à l'instance sans avoir reçu signification.

(3) Le juge peut, par ordonnance, déclarer qu'un document est réputé signifié, s'il estime que son destinataire en a eu connaissance même si le document ne lui a pas été signifié d'une manière qui satisfait aux prescriptions de la présente loi.

2016, cS-50.12, art.22.

Assignations de témoin

23(1) Une partie peut demander que le juge ou un greffier assigne un témoin :

- a) soit à témoigner;
- b) soit à témoigner et à produire des documents en cour.

(2) Sous réserve du paragraphe (5), l'assignation de témoin est signifiée à personne au moins cinq jours avant la date du procès en remettant à l'assigné:

- a) une copie de l'assignation;
- b) l'indemnité de témoin réglementaire.

(3) L'assigné se présente à l'heure et au siège du tribunal mentionnés dans l'assignation.

(4) L'assignation de témoin émise en vertu du paragraphe (1) produit les mêmes effets que si elle émanait de la Cour du Banc du Roi, et le témoin qui omet d'y obtempérer est aussi responsable que s'il avait désobéi à une assignation émanant de cette cour.

(5) Le juge peut, avant ou après la signification de l'assignation de témoin, ordonner un abrègement du délai de signification qu'exige le présent article.

2016, cS-50.12, art.23; 2023, ch 28, art.17-13.

Publicité des procès

24 Les procès sont publics dans la mesure où les circonstances de l'espèce le permettent convenablement.

2016, cS-50.12, art.24.

Procès et décision

25(1) Toute action est instruite à la date du procès fixée conformément à la présente loi ou à la date de reprise si le procès a été ajourné.

(2) Le juge ou un greffier peuvent ajourner un procès au besoin, et le juge peut mettre le jugement en délibéré.

(3) Dans son jugement, le juge peut rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée.

2016, cS-50.12, art.25.

Décision basée sur les écrits

26(1) Malgré les autres dispositions de la présente loi, le juge peut, avec le consentement des parties et en l'absence ou non de celles-ci, trancher le litige en se basant sur les écrits déposés au tribunal.

(2) L'article 42 ne s'applique pas à un jugement rendu en vertu du paragraphe (1).

2016, cS-50.12, art.26.

Désistement

27 À tout moment avant ou pendant le procès, le demandeur, le défendeur ou l'auteur d'une mise en cause peut :

- a) retirer sa demande en justice, sa demande reconventionnelle ou sa mise en cause;
- b) consentir à ce que jugement soit rendu.

2016, cS-50.12, art.27.

Défaut de comparaître

28(1) Le juge peut :

- a) ajourner le procès si une partie omet d'y comparaître;
- b) en cas du défaut du défendeur de comparaître au procès et sur dépôt d'une preuve de signification de l'assignation, rendre jugement en l'absence du défendeur sans entendre la preuve;
- c) en cas du défaut du demandeur de comparaître au procès et sur dépôt d'une preuve de signification de l'avis de demande reconventionnelle, rendre jugement en l'absence du demandeur sans entendre la preuve;
- d) en cas du défaut d'un mis en cause de comparaître au procès et sur dépôt d'une preuve de la signification de l'avis de mise en cause, rendre jugement en l'absence du mis en cause sans entendre la preuve;
- e) rejeter la demande d'une partie qui omet de comparaître au procès.

(2) Lorsqu'un demandeur, un défendeur ou un mis en cause avise le greffier avant la tenue du procès qu'il n'entend pas y comparaître, le juge peut rendre jugement contre cette partie sans exiger que les autres parties soient présentes le jour du procès.

2016, cS-50.12, art.28.

Preuve orale

29(1) En cas de preuve orale au procès :

- a) la preuve est présentée sous serment ou affirmation solennelle;
- b) les parties et les témoins qui témoignent oralement peuvent être contre-interrogés et réinterrogés.

(2) Le juge s'assure que la preuve orale présentée au procès est enregistrée.

2016, cS-50.12, art.29.

Preuve par communication téléphonique ou audiovisuelle

30(1) Le juge peut ordonner que la preuve orale d'un témoin soit recueillie par téléphone, ou par un moyen audiovisuel qu'a approuvé le juge, dans les cas suivants :

- a) les parties y consentent;
- b) c'est nécessaire, de l'avis du juge, pour assurer que le procès soit équitable.

(2) Si recueillir la déposition par communication téléphonique ou audiovisuelle s'avère insatisfaisant ou le devient, ou que la comparution personnelle du témoin s'avère souhaitable, le juge peut :

- a) refuser d'entendre ou de continuer d'entendre la déposition;
- b) accueillir ou rejeter des preuves qui ont été entendues;
- c) rendre toute ordonnance qu'il estime indiquée, notamment en matière de dépens.

(3) Sauf ordonnance contraire du juge, la partie qui entend appeler un témoin dont la déposition doit être recueillie par communication téléphonique ou audiovisuelle dépose auprès du tribunal, avant le procès, tous les écrits auxquels le témoin entend se référer.

(4) Tous les frais de communication téléphonique ou audiovisuelle avec le témoin sont payés par la partie au nom de laquelle est appelé le témoin.

2016, cS-50.12, art.30.

Interrogatoire par le juge

31 Pendant le procès, le juge peut poser aux parties ou aux témoins les questions qu'il estime nécessaires :

- a) pour que les faits, ainsi que la cause de chaque partie, soient pleinement présentés au tribunal;
- b) pour que soit dissipée toute ambiguïté dans les faits ou les renseignements concernant l'affaire.

2016, cS-50.12, art.31.

Admissibilité en preuve

32 Le juge peut admettre en preuve toute déposition ou tout rapport, tant oral qu'écrit, qu'il estime crédible et digne de foi.

2016, cS-50.12, art.32.

Représentation par avocat ou mandataire

33 Les parties peuvent être représentées au procès par des avocats ou des mandataires.

2016, cS-50.12, art.33.

Comparution volontaire

34(1) Les parties à une demande en justice à laquelle s'applique la présente loi peuvent comparaître volontairement devant un juge.

(2) Le juge devant qui les parties comparaissent volontairement fixe une date pour, selon le cas :

- a) une conférence de gestion d'instance;
- b) un procès.

(3) À la conférence de gestion d'instance ou au procès, le juge peut procéder sans exiger l'émission d'une assignation.

(4) Les dispositions de la présente loi qui, en cas d'émission d'une assignation, régissent la conférence de gestion d'instance ou le procès, ou le jugement ou les ordonnances que rend le juge à cette occasion, s'appliquent tout autant aux conférences de gestion d'instance et aux procès tenus sous le régime du présent article.

2016, cS-50.12, art.34.

Outrage au tribunal

35(1) Se rend coupable d'outrage au tribunal :

- a) toute personne qui, sans excuse suffisante, désobéit à une ordonnance d'un juge rendue sous le régime de la présente loi;
- b) toute personne qui, par ailleurs, se comporte devant le tribunal d'une manière désordonnée, insubordonnée ou perturbatrice.

(2) Le juge qui, sur demande ou de son propre chef, conclut qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'une personne puisse être coupable d'outrage au tribunal peut enjoindre à celle-ci de comparaître devant un juge et y justifier pourquoi elle ne devrait pas être déclarée coupable d'outrage au tribunal.

(3) Le juge peut déclarer une personne coupable d'outrage civil dans les cas suivants :

- a) devant le tribunal, elle se livre à une des conduites mentionnées aux alinéas (1)a) ou b);
- b) après avoir comparu devant un juge conformément au paragraphe (2), elle est déclarée s'être livrée à une des conduites mentionnées aux alinéas (1)a) ou b).

(4) Quiconque est déclaré coupable d'outrage au tribunal est passible :

- a) d'une amende maximale de 5 000 \$;
- b) d'une peine d'emprisonnement maximale de 30 jours;
- c) à la fois de cette amende et de cette peine d'emprisonnement.

(5) Constatant que la personne déclarée coupable d'outrage au tribunal a fait amende honorable, le juge qui a infligé une sanction en vertu du paragraphe (4) peut lever celle-ci, en tout ou en partie, ou surseoir à l'application d'une peine d'emprisonnement.

(6) Le présent article ne s'applique pas à une ordonnance de paiement.

2016, cS-50.12, art.35.

Dépens

36(1) Le juge peut à tout moment, dans une instance devant le tribunal, accorder des dépens, autres que pour des frais d'avocat, selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées, y compris pour les frais qui suivent :

- a) le droit réglementaire à payer pour l'émission d'une assignation ou d'un avis de mise en cause;
- b) les frais exposés pour effectuer la signification;
- c) l'indemnité versée à un témoin en application de l'article 23;
- d) les frais exposés en application de l'article 30.

(2) Sous réserve des règlements, le juge peut à tout moment, dans une instance devant le tribunal, accorder des dépens additionnels, autres que pour des frais d'avocat, selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées, dans les cas suivants :

- a) une partie, sans excuse raisonnable, omet de comparaître devant le tribunal ou de se préparer pour une étape de l'instance;
- b) une partie prend des dispositions en vue de retarder l'instance ou d'augmenter les frais supportés par une autre partie.

(3) Sous réserve des règlements, en plus des dépens accordés éventuellement en vertu des paragraphes (1) ou (2), le juge peut, au terme de l'affaire, accorder, selon les modalités et aux conditions qu'il estime indiquées, des dépens supplémentaires autres que pour des frais d'avocat, s'il est d'avis qu'ils sont indiqués compte tenu de l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- a) l'accès à la justice;
- b) l'équité à l'endroit des parties;
- c) le fait que le défendeur ou un mis en cause ont préparé ou non une réponse;
- d) toute offre de règlement amiable présentée par une partie;
- e) la conduite des parties;
- f) l'omission d'une partie de se conformer à une ordonnance d'un juge rendue en vertu de la présente loi;
- g) tout autre facteur que le juge estime pertinent.

2016, cS-50.12, art.36.

Demande reconventionnelle

37(1) Toute demande reconventionnelle est affectée au règlement de toute prétention établie par le demandeur jusqu'à concurrence du montant établi.

(2) Si le montant établi de la demande reconventionnelle s'avère supérieur au montant de la prétention du demandeur, le défendeur a droit à un jugement pour l'excédent jusqu'à concurrence de la limite pécuniaire.

(3) Si l'excédent du montant établi de la demande reconventionnelle sur le montant de la prétention du demandeur dépasse la limite pécuniaire, le défendeur peut affecter en compensation le montant de la prétention du demandeur, mais n'a pas droit à un jugement pour l'excédent à moins de renoncer à la fraction de la demande reconventionnelle qui ramènera l'excédent à la limite pécuniaire.

(4) Si le montant établi de la demande reconventionnelle est inférieur au montant établi de la prétention du demandeur, ce dernier a droit à un jugement pour la différence.

2016, cS-50.12, art.37.

PARTIE IV**Décision concernant la demande en justice****Certificat de jugement**

38(1) Lorsqu'une affaire a été résolue à une première comparution ou à une conférence de gestion d'instance ou qu'un jugement a été rendu à un procès, le juge s'arrange pour qu'un certificat de jugement soit établi et certifié par le greffier ou par lui.

(2) Le greffier envoie à chacune des parties :

a) une copie du certificat de jugement;

b) un avis rappelant que toute partie lésée peut interjeter appel du jugement dans les 30 jours qui suivent la date du jugement.

(3) La date du jugement correspond à la date d'émission du certificat de jugement.

2016, cS-50.12, art.38.

Pouvoirs du juge en matière de jugements

39(1) Le juge qui ordonne à une partie de payer à une autre une somme d'argent ou d'agir à l'égard d'une autre partie peut inclure dans son jugement un calendrier d'exécution.

(2) Si le jugement ne comprend pas un calendrier d'exécution, une partie peut s'adresser au tribunal pour obtenir une assignation visant l'établissement d'un calendrier d'exécution.

(3) Une partie peut s'adresser au tribunal pour obtenir une assignation visant la modification d'un calendrier d'exécution.

- (4) Le calendrier d'exécution peut :
- a) enjoindre au débiteur judiciaire d'exécuter immédiatement le jugement;
 - b) fixer une date d'échéance pour l'exécution du jugement;
 - c) si l'exécution concerne le paiement d'une somme, établir un échéancier des versements périodiques;
 - d) comporter toute autre disposition pertinente que le juge estime indiquée.

2016, cS-50.12, art.39.

Enregistrement du jugement

40(1) La partie gagnante de l'action peut déposer le certificat de jugement au bureau du registraire local de la Cour du Banc du Roi du centre judiciaire situé le plus près du lieu du procès.

(2) Le certificat de jugement déposé en vertu du paragraphe (1) est admissible en preuve et fait foi du jugement sans qu'il soit nécessaire d'authentifier la signature du greffier ou du juge.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et 42(5), le registraire local de la Cour du Banc du Roi qui reçoit un certificat de jugement en vertu du paragraphe (1) l'inscrit comme jugement de la Cour du Banc du Roi, et le jugement peut faire l'objet d'exécution forcée comme jugement de cette cour.

(4) Le registraire local de la Cour du Banc du Roi n'inscrit un certificat de jugement qu'après avoir constaté la réalisation des conditions suivantes :

- a) le délai d'appel d'une ordonnance est expiré;
- b) aucun appel n'a été déposé au sujet du jugement.

2016, cS-50.12, art.40; 2023, ch 28, art.17-13.

Exécution forcée du jugement

41(1) Sous réserve d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 39(3), le créancier judiciaire ne peut procéder à l'exécution forcée du jugement tant que le débiteur judiciaire se conforme au jugement.

(2) Si le débiteur judiciaire omet de se conformer au jugement :

- a) le solde à payer devient immédiatement exigible, s'agissant d'un jugement imposant le paiement d'argent;
- b) toute mesure imposée au débiteur judiciaire doit être prise immédiatement;
- c) le créancier judiciaire peut forcer l'exécution du jugement.

2016, cS-50.12, art.41.

Annulation du jugement

42(1) Sous réserve du paragraphe (2), dans le cas où aucun appel n'a été interjeté à l'encontre d'un jugement rendu sous le régime de la présente loi, une partie à l'action peut, dans les 90 jours qui suivent la date du jugement, s'adresser au tribunal pour obtenir une assignation visant l'annulation du jugement et la réaudition de l'affaire, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la partie qui demande l'annulation du jugement n'a comparu :
 - (i) ni à la première comparution à laquelle le juge a rendu jugement,
 - (ii) ni à la conférence de gestion d'instance à laquelle le juge a rendu jugement,
 - (iii) ni au procès auquel le juge a rendu jugement;
 - b) la partie qui demande l'annulation du jugement présente un affidavit exposant ce qui suit :
 - (i) les raisons pour sa non-comparution,
 - (ii) s'agissant d'un défendeur ou d'un mis en cause, le fait qu'il a une défense valable à opposer à la demande en justice ou à la mise en cause, selon le cas, formée contre lui;
 - c) le juge estime que la partie qui demande l'annulation du jugement :
 - (i) a une excuse raisonnable pour ne pas avoir comparu,
 - (ii) s'agissant d'un défendeur ou d'un mis en cause, a une défense valable à opposer à la demande en justice ou à la mise en cause, selon le cas.
- (2) Dans des cas exceptionnels, le tribunal peut accueillir une demande présentée en vertu du paragraphe (1) après les 90 jours qui ont suivi la date du jugement.
- (3) Pour l'application du sous-alinéa (1)c(ii), la défense n'est pas valable si le juge estime qu'un des cas suivants s'applique :
- a) elle n'a pas de fondement raisonnable;
 - b) elle ne soulève aucune question justiciable;
 - c) elle est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.
- (4) À la date de rapport d'une assignation émise en vertu du paragraphe (1), le juge peut :
- a) annuler le jugement et statuer comme il trouve à propos sur les dépens;
 - b) donner les directives qu'il estime nécessaires concernant la réaudition de l'affaire.
- (5) Si le jugement est annulé en vertu du paragraphe (4), tout certificat de jugement qui avait été inscrit en application du paragraphe 40(3) est annulé.

Prétention élevée à l'encontre d'un représentant personnel

43 Lorsqu'est établie une prétention élevée à l'encontre d'un représentant personnel d'un défunt, le jugement ne lie que l'actif de la succession se trouvant entre ses mains.

2016, cS-50.12, art.43.

PARTIE V
Appels**Appel à la Cour du Banc du Roi**

44(1) Une partie peut interjeter appel à la Cour du Banc du Roi d'un jugement rendu sous le régime de la présente loi :

- a) soit dans les 30 jours qui suivent la date du jugement;
 - b) soit dans tout autre délai plus long, non supérieur à 150 jours, imparti par la Cour du Banc du Roi.
- (2)** L'appel est lancé par le dépôt de ce qui suit auprès du registraire local de la Cour du Banc du Roi du centre judiciaire situé le plus près du lieu du procès :
- a) l'avis d'appel;
 - b) une preuve de signification de l'avis d'appel à la partie adverse ou à son avocat;
 - c) copie du certificat de jugement;
 - d) copie de la demande d'obtention d'une transcription de l'instance.
- (3)** L'avis d'appel doit faire état :
- a) des moyens d'appel;
 - b) de manière détaillée de la défense et de toute demande reconventionnelle du défendeur, s'agissant d'un appel interjeté par un défendeur qui n'a pas signifié et déposé une réponse avant le procès;
 - c) de manière détaillée de la défense du mis en cause, s'agissant d'un appel interjeté par un mis en cause qui n'a pas signifié et déposé une réponse avant le procès.
- (4)** Sous réserve du paragraphe (9), l'appelant dépose auprès du registraire local du centre judiciaire mentionné au paragraphe (2) la transcription des témoignages entendus par le juge.
- (5)** Si la transcription mentionnée au paragraphe (4) n'est pas déposée dans les six mois qui suivent la date du dépôt de l'avis d'appel, l'appel est réputé rejeté, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une ordonnance de prorogation du délai de dépôt de la transcription soit rendue par un juge de la Cour du Banc du Roi à la demande de l'appelant.
- (6)** Si le délai de dépôt de la transcription est prorogé par un juge de la Cour du Banc du Roi conformément au paragraphe (5) et que la transcription n'est pas déposée avant l'expiration de ce nouveau délai, l'appel est réputé rejeté.

(7) Sur réception de la transcription, le registraire local de la Cour du Banc du Roi inscrit l'appel pour audition au centre judiciaire où l'appel a été déposé.

(8) Sauf ordonnance contraire d'un juge ou d'un juge de la Cour du Banc du Roi, l'appel déposé en vertu du présent article entraîne la suspension de l'exécution du jugement et de toute autre procédure liée à l'action jusqu'à l'issue de l'appel.

(9) Ayant constaté qu'il n'est pas possible qu'une transcription soit produite en vue de l'appel, un juge de la Cour du Banc du Roi peut, à la demande de l'appelant :

- a) ordonner que l'affaire soit renvoyée au tribunal pour la tenue d'un nouveau procès;
- b) rendre toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

2016, cS-50.12, art.44; 2023, ch28, art.17-13.

Forme de l'appel

45 Tout appel interjeté en vertu de la présente loi revêt la forme d'un appel sur dossier.

2016, cS-50.12, art.45.

Éléments du dossier importés du greffe

46 Informé par le registraire local de la Cour du Banc du Roi qu'un appel a été déposé en vertu de l'article 44, le greffier lui fait transmettre ce qui suit :

- a) l'assignation, le cas échéant;
- b) la mise en cause, le cas échéant;
- c) la réponse, le cas échéant, déposée par un défendeur ou un mis en cause;
- d) les pièces produites au procès.

2016, cS-50.12, art.46; 2023, ch28, art.17-13.

Élimination des pièces

47 Après l'expiration du délai d'appel, le juge en chef visé par la définition de « chief judge » dans la loi intitulée *The Provincial Court Act, 1998* peut décréter l'élimination des pièces se trouvant en la possession ou sous la garde du tribunal.

2016, cS-50.12, art.47.

Décisions d'appel

48 Saisie d'un appel interjeté en vertu de l'article 44, la Cour du Banc du Roi peut :

- a) accueillir l'appel et rendre le jugement que le juge du procès aurait dû rendre;
- b) rejeter l'appel;
- c) renvoyer l'affaire devant le tribunal pour la tenue d'un nouveau procès.

2016, cS-50.12, art.48; 2023, ch28, art.17-13.

Dépens afférents à l'appel

49 La Cour du Banc du Roi peut accorder à une partie gagnante les dépens afférents à l'appel calculés en fonction du tarif réglementaire.

2016, cS-50.12, art.49; 2023, ch28, art.17-13.

Inscription comme jugement de la Cour du Banc du Roi

50(1) Tout jugement rendu en vertu de l'article 48 est inscrit comme jugement de la Cour du Banc du Roi et est exécutoire à ce titre.

(2) Le registraire local de la Cour du Banc du Roi transmet copie du jugement de la Cour du Banc du Roi au juge du procès.

2016, cS-50.12, art.50; 2023, ch28, art.17-13.

Appel à la Cour d'appel

51 Le jugement de la Cour du Banc du Roi est susceptible d'appel à la Cour d'appel sur une question de droit, sur autorisation d'un juge de la Cour d'appel.

2016, cS-50.12, art.51; 2023, ch28, art.17-13.

PARTIE VI Dispositions générales

Vice de forme

52 Aucune procédure régie par la présente loi ne doit être invalidée pour vice de forme si la loi a été respectée pour l'essentiel.

2016, cS-50.12, art.52.

Pouvoirs des greffiers

53 Les greffiers sont autorisés :

- a) à émettre des assignations de témoin;
- b) à certifier des certificats de jugement;
- c) à accorder des ajournements.

2016, cS-50.12, art.53.

Immunité

54 Le greffier qui agit conformément aux pouvoirs que lui confère la présente loi ou les règlements est à l'abri de toute poursuite ou procédure pour les actes qu'il aurait accomplis, fait accomplir, permis, autorisés, entrepris ou omis de bonne foi dans le cadre ou dans l'exercice effectif ou présumé des pouvoirs ou des responsabilités que lui confèrent la présente loi ou les règlements.

2016, cS-50.12, art.54.

Assignation émise par un autre juge

55 Lorsqu'un juge a émis une assignation ou un avis de mise en cause, tout autre juge jouit des mêmes pouvoirs concernant l'affaire que si l'émission était venue de lui.

2016, cS-50.12, art.55.

Règlements

56 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir, élargir ou restreindre le sens des termes utilisés dans la présente loi sans y être définis;
- b) pour l'application de l'article 4 :
 - (i) prendre l'une des mesures suivantes :
 - (A) fixer une limite pécuniaire,
 - (B) diviser la Saskatchewan en plusieurs zones ou lieux et fixer différentes limites pécuniaires pour chacun d'eux,
 - (ii) établir des règles ou lignes de conduite additionnelles concernant l'application de la limite pécuniaire réglementaire ou des différentes limites pécuniaires réglementaires;
- c) réglementer la procédure du tribunal;
- d) fixer la forme des documents nécessaires pour l'application de la présente loi;
- e) fixer les droits et les indemnités autorisés par la présente loi;
- f) préciser les modalités et les conditions de dispense intégrale ou partielle des droits et des indemnités autorisés par la présente loi;
- g) pour l'application de l'alinéa 18(3)a), fixer d'autres moyens de signification, ainsi qu'établir des règles concernant :
 - (i) la preuve de la signification,
 - (ii) la détermination de la date de signification;
- h) établir des règles, limites, tarifs ou lignes de conduite ou prescrire d'autres choses concernant l'adjudication des dépens;
- i) réglementer toute autre chose dont la présente loi exige ou autorise la réglementation;
- j) prendre toute autre mesure qu'il considère nécessaire pour assurer la mise en œuvre de l'esprit de la présente loi.

2016, cS-50.12, art.56.

PARTIE VII
Abrogation et disposition transitoire

Abrogation du ch. S-50.11 des L.S. 1997

57 La *Loi de 1997 sur les petites créances* est abrogée.

2016, cS-50.12, art.57.

Disposition transitoire

58 Les procédures entamées sous le régime de la *Loi de 1997 sur les petites créances* suivant le libellé qu'avait cette loi la veille de l'entrée en vigueur de la présente loi, mais non achevées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, se poursuivent sous le régime de la présente loi et sont traitées comme si elles avaient été entamées sous ce régime.

2016, cS-50.12, art.58.

PARTIE VIII
Modification corrélative

Nouvel article 40 du ch. Q-1.01 des L.S. 1998

59 L'article 40 de la *Loi de 1998 sur la Cour du Banc de la Reine* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« **Préservation du droit d'action malgré une poursuite pour petite créance**

40 Une demande présentée en vertu de la *Loi de 2016 sur les petites créances*, qu'un jugement ait été rendu ou non, ne porte pas atteinte à la possibilité d'intenter une action distincte contre le même défendeur, fondée sur la même cause d'action ».

2016, cS-50.12, art.59.

PARTIE IX
Entrée en vigueur

Entrée en vigueur

60 La présente loi entre en vigueur sur proclamation.

2016, cS-50.12, art.60.